

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE à ESTREES-MONS et MONCHY-LAGACHE

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment, les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 actualisant la situation administrative de l'unité de production de légumes en conserve et surgelée située au 30, chaussée Brunehaut sur le territoire des communes d'ESTREES-MONS et de MONCHY-LAGACHE et autorisant l'extension des capacités de stockage de surgelés par la construction d'une chambre froide ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 23 juin 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 20 novembre 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriels des 2 et 16 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 23 juin 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Le système d'extinction dans la galerie de liaison menant à la chambre froide grande hauteur n'est pas automatique. En effet, il a été vérifié le 12/05/2025 par UXELLO, dont le rapport mentionne une non-conformité susceptible de mettre en échec l'installation : « les 2 motopompes diesel doivent être

maintenues en automatique en permanence. Ce jour les groupes motopompes diesel sont en position non-automatique. L'installation est potentiellement en risque d'échec ».

- L'absence d'extinction automatique dans la galerie de liaison menant à la chambre froide de grande de hauteur est contraire aux dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 qui stipule : « Ce réseau [de lutte contre l'incendie] respecte et comprend au moins : [...] un système d'extinction automatique d'incendie au niveau de la galerie de liaison de la chambre de grande hauteur par sprinklers agréés APSAD pour limiter la propagation d'incendie » ;
- Le couloir entre les chambres froides 1 et 4 n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 qui stipule : « Ce réseau [de lutte contre l'incendie] respecte et comprend au moins : [...] un système d'extinction automatique d'incendie au niveau [...] des couloirs autour des chambres froides ».

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la sécurité des biens et des personnes ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE de respecter les dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE, sise au 30 chaussée Brunehaut, sur le territoire des communes de Estrées-Mons (80200) et Monchy-Lagache (80200), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – RESSOURCES EN EAU (GALERIE DE LIAISON)

Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011 susvisé.

ARTICLE 3. – RESSOURCES EN EAU (COULOIR ENTRE CHAMBRE 1 ET 4)

Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 février 2011 susvisé.

ARTICLE 4. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens (14, rue Lemerchier CS 81114 80011 AMIENS Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BONDUELLE EUROPE LONG LIFE.

Amiens, le **16 FEV. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD